

numéro

14

*Revue d'***HISTOIRE**
MARITIME

Histoire maritime
Outre-mer
Relations internationales

*Marine, État
et Politique*

Costagliola – 979-10-231-1831-5

REVUE D'HISTOIRE MARITIME

Dirigée par Olivier Chaline & Sylviane Llinares

29. *Le ballast : pratiques et conséquences*
28. *Sortir de la guerre sur mer*
27. *Mer et techniques*
26. *Financer l'entreprise maritime*
25. *Le Navire à la mer*
24. *Gestion et exploitation des ressources marines de l'époque moderne à nos jours*
- 22-23. *L'Économie de la guerre navale, de l'Antiquité au XX^e siècle*
21. *Les Nouveaux Enjeux de l'archéologie sous-marine*
20. *La Marine nationale et la première guerre mondiale : une histoire à redécouvrir*
19. *Les Amirautés en France et outre-mer du Moyen Âge au début du XIX^e siècle*
18. *Travail et travailleurs maritimes (XVIII^e-XX^e siècle). Du métier aux représentations*
17. *Course, piraterie et économies littorales (XV^e-XXI^e siècle)*
16. *La Puissance navale*
15. *Pêches et pêcheries en Europe occidentale du Moyen Âge à nos jours*
14. *Marine, État et Politique*
13. *La Méditerranée dans les circulations atlantiques au XVIII^e siècle*
12. *Stratégies navales : l'exemple de l'océan Indien et le rôle des amiraux*
- 10-11. *La Recherche internationale en histoire maritime : essai d'évaluation*
9. *Risque, sécurité et sécurisation maritimes depuis le Moyen Âge*
8. *Histoire du cabotage européen aux XVI^e-XIX^e siècles*
7. *Les Constructions navales dans l'histoire*
6. *Les Français dans le Pacifique*
5. *La Marine marchande française de 1850 à 2000*
4. *Rivalités maritimes européennes (XVI^e-XIX^e siècle)*
- 2-3. *L'Histoire maritime à l'Époque moderne*
1. *La Percée de l'Europe sur les océans vers 1690-vers 1790*

**Revue
d'histoire
maritime**

14

Marine, État et Politique

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

Édition papier © Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2011
Édition numérique © Sorbonne Université Presses, 2021

ISBN papier : 978-2-84050-802-1
PDF complet – 979-10-231-1820-9

TIRÉS À PART EN PDF :

Éditorial – 979-10-231-1821-6
Bruneau, Motte & de Préneuf – 979-10-231-1822-3
Chanet – 979-10-231-1823-0
Lockroy – 979-10-231-1824-7
de Préneuf – 979-10-231-1825-4
Motte – 979-10-231-1826-1
Dard – 979-10-231-1827-8
Bruneau – 979-10-231-1828-5
Girardin-Thibeaud – 979-10-231-1829-2
Coutau-Bégarie – 979-10-231-1830-8
Costagliola – 979-10-231-1831-5
Vial – 979-10-231-1832-2
Vaisset – 979-10-231-1833-9
Boureille – 979-10-231-1834-6
Boniface – 979-10-231-1835-3
Rodger – 979-10-231-1836-0
Poussou – 979-10-231-1837-7
Guilmartin – 979-10-231-1838-4
Rommelse – 979-10-231-1839-1
Rodger – 979-10-231-1840-7
Vergé-Franceschi – 979-10-231-1841-4
Le Mao – 979-10-231-1842-1
Chronique – 979-10-231-1843-8

Mise en page : Compo-Méca s.a.r.l (64990 Mouguerre)
version numérique : 3dzs/Emmanuel Marc Dubois

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris
tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

SOMMAIRE

Éditorial.....	5
----------------	---

Première partie

Les marins français et la politique au XX^e siècle

Marine et politique à l'époque contemporaine Jean-Baptiste Bruneau, Martin Motte & Jean de Préneuf.....	11
Marine et politique de 1870 à 1914 : la démocratie entre au port Jean-François Chanet.....	15
Document :les marins vus par un de leurs ministres (1897) Édouard Lockroy.....	23
La politique de républicanisation de la Marine à la belle époque Jean Martinant de Préneuf.....	29
La Royale sans le Roi : le déclin naval français vu par Charles Maurras Martin Motte.....	61
La Marine et les droites nationalistes, de l'entre-deux-guerres à Vichy Olivier Dard.....	89
La Royale et le Roi :les officiers de marine et l'Action française, entre appartenance et imprégnation Jean-Baptiste Bruneau.....	93
Un marin en politique : l'amiral Platon, 1940-1944 Odile Girardin-Thibeaud.....	117
Le regard vide ou la vision politique de l'amiral Darlan Hervé Coutau-Bégarie.....	137
Darlan ou le mirage de la collaboration Bernard Costagliola.....	145
Faux-semblants et ruptures de l'après 1945 Philippe Vial.....	159
La cité idéale de l'amiral Thierry d'Argenlieu à l'épreuve des tumultes du siècle Thomas Vaisset.....	165

La marine et le putsch d'Algérie	
Patrick Boureille.....	183
Le lieutenant de vaisseau Guillaume, de la Marine au putsch et à l'OAS	
Xavier Boniface	199
Conclusion :une spécificité française vue de Grande-Bretagne	
Nicholas A. M. Rodger.....	213

Seconde partie

La révolution militaire navale au xvii^e siècle

Présentation de la table ronde sur la révolution navale	
Jean-Pierre Poussou.....	219
La révolution militaire dans la guerre sur mer au début de l'époque moderne : origines technologiques, résultats opérationnels et conséquences stratégiques	
John F. Guilmartin.....	223
Y a-t-il eu une révolution navale au début de l'époque moderne ? les relations entre la raison économique d'État et la guerre maritime	
Gijs Rommelse.....	239
De la « révolution militaire » à l'État « navalo-fiscal »	
Nicholas Rodger.....	259
La révolution maritime a-t-elle existé en France au xvii^e siècle ?	
Michel Vergé-Franceschi.....	273

Varia

Financer la Marine en temps de conflit : l'exemple de la guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697)	
Caroline Le Mao.....	285

Chronique

De la terre à la mer. La construction navale militaire française et ses réseaux économiques au xviii^e siècle	
David Plouviez	323
Comptes rendus.....	339

PREMIÈRE PARTIE

Les marins français et la politique
au XX^e siècle

DARLAN OU LE MIRAGE DE LA COLLABORATION

Bernard Costagliola

Qui mieux que Darlan unirait le monde de la mer à celui de la politique ? Devenu le 10 février 1941 le deuxième homme à la barre du pays, promotion sans précédent pour un marin dans notre histoire, François Darlan a joué un rôle politique capital avant de céder la place à Laval le 22 avril 1942. À partir d'une chronologie inédite, on relira la portée de son dessein collaborationniste dans ses aspects maritimes et coloniaux, que le débarquement allié d'Afrique du Nord emporte définitivement en novembre 1942. Pour son malheur, Darlan a un ultime rendez-vous avec l'Histoire à Alger où il est assassiné peu après. Sa mort éteignant l'action de justice, la Haute Cour l'a ignoré tandis qu'elle jugeait Pétain, Laval et les ministres de Vichy à la Libération. On présentera ce qui eût constitué le temps fort du procès – les tenants et aboutissants de sa politique de collaboration¹.

L'ASCENSION DE DARLAN

Officier ambitieux et de valeur, Darlan connaît une carrière brillante soutenue entre autres par Georges Leygues, ministre de la Marine dans les années vingt et trente. En 1939, le fraîchement nommé amiral de la flotte commande avec fierté une flotte qui resta invaincue durant la Drôle de guerre. Mais si l'embrasement du conflit témoigne d'une coopération de qualité entre la marine française et la *Royal Navy* dans la mise en place du blocus du Reich, le fossé se creuse entre Anglais et Français lors des assauts britanniques opérés suite à la défaite et la signature des armistices avec l'Axe. L'anglophobie de Darlan culmine au soir de Mers el-Kébir (3 juillet 1940), puis à la bataille de Dakar (23-25 septembre), où Londres épaula les forces gaullistes. Les relations reprennent cependant avec l'ancien allié. Gérant la flotte dans sa fonction de défense de l'Empire et des communications, Darlan approche le cercle du pouvoir après le renvoi de Laval, auquel il a souscrit. Est-ce le fruit d'une dévotion à la Révolution nationale ?

¹ Cet article résume une part de notre étude : *La Marine de Vichy. Blocus et collaboration, juin 1940-novembre 1942*, préface de Robert O. Paxton, Paris, Tallandier, 2009.

Sur ce point, j'en appelle à ses biographes² pour lesquels, à la différence des idéologues de Vichy, Darlan se veut pragmatique, négligeant les points secondaires. C'est que la diplomatie dévore son temps. Nous souscrivons à l'image : les relations franco-allemandes occupent ce chef volontaire entouré de fidèles seconds, efficace, soucieux d'ordre et d'organisation du pays, en lien avec son projet politique. La chute de Laval l'a en effet propulsé comme diplomate. Rencontrant Hitler le 25 décembre, Darlan marque sa volonté d'élaborer une collaboration s'appuyant sur la flotte, schéma qu'il estime être la meilleure solution pour la France, tant la victoire allemande lui semble acquise. Numéro deux virtuel du régime, il pèse à la mi-janvier 1941 le prix du rapprochement : « Il n'est pas concevable que [Pétain], après avoir déclaré que sa politique était celle de la collaboration, laisse plus longtemps naître des espoirs trompeurs [...] Le pire est de demeurer dans l'expectative. [...] La France nouvelle doit [...] poursuivre la collaboration... »³.

146

Darlan rapporte de Pétain que le renvoi de Laval, fruit d'une mésentente, n'affecte pas leur désir commun de rapprochement avec Berlin. Fin janvier, il soupèse une collaboration militaire limitée à la défense de l'Empire. Puis la rumination chemine : pour relancer la dynamique, Pétain devra le désigner dauphin. « La collaboration doit-elle être reprise ou abandonnée ? [Elle] n'implique aucune participation à la guerre anglo-allemande. [...] Si [elle] est abandonnée [surgiront] le désordre, la misère, la révolution. [...] Pour ma part, mon choix est fait, je suis pour la collaboration »⁴.

Somme toute, l'impression s'impose que loin d'être motivé par une quelconque idéologie, Darlan cherche à se convaincre lui-même de s'engager dans la collaboration. L'homme hésite devant l'enjeu, use d'un langage emphatique, fait preuve d'un jugement trivial, notamment sur le blocus, et, comme pour s'en conforter, revient sur le choix de Pétain à Montoire. Effaçant Flandin, promu vice-président du Conseil le 10 février, le marin cumule la Diplomatie, l'Information et l'Intérieur. Une ère nouvelle s'ouvre, affirme-t-il à Otto Abetz, ambassadeur du Reich à Paris :

Je peux amener la plus grande partie de la population à la politique de collaboration qui est, ainsi que je l'ai dit à Hitler, la seule compatible avec

2 Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, *Darlan*, Paris, Fayard, 1989 : chapitre 16, « Darlan et la politique intérieure ».

3 Service historique de la Défense, archives de la marine, Vincennes (dorénavant mentionné « SHM »), Papiers Darlan, 142 GG2 IV, note du 14 janvier 1941.

4 SHM, Papiers Darlan, 142 GG2 V, note vraisemblablement écrite début février 1941.

l'intérêt des deux pays [...] Ou vous n'avez pas confiance dans ma sincérité [...] et je prends ma retraite. [...] Ou vous avez confiance et je vous demande de me faire crédit. [...] J'introduirai des hommes nouveaux partisans convaincus de la collaboration⁵.

Ces mots ne sont pas en l'air, à preuve la rupture des échanges avec Londres centrés en partie sur le blocus. Ordonnant cette rupture sans attendre, Darlan nourrit cependant le lien avec Washington, acteur dans l'imbroglio franco-anglais. Or le trafic reste sous pression comme le montre fin mars le clash de Nemours⁶. En avril, rapporte Abetz, Darlan s'est engagé à faire escorter la navigation à partir de l'été, de sorte que Londres s'y oppose militairement⁷. Des événements nouveaux, enfin, permettent de relancer l'élan collaborationniste.

LE « GRAND DESSEIN »

En mai, la guerre s'est étendue aux Balkans, à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Vichy est sollicité au Levant, Londres étant en difficulté en Irak du fait d'une révolte soutenue par Berlin. Les accords Darlan-Abetz (5 mai) autorisent la venue d'avions nazis en Syrie, placée sous mandat français, et la livraison d'armes à l'Irak⁸. Le geste amène Darlan à revoir Hitler (11-12 mai) au Berghof.

L'accord de Syrie a été conclu trois jours après la rédaction de la lettre à suivre, qui prépare l'entretien. Abetz l'ayant reçue, parions qu'elle parvint à Hitler, ce qui n'est pas établi. Qu'importe, elle lui fut destinée :

J'ai défini vis-à-vis [...] de vous-même les grandes lignes de [ma] politique [...] suivie en parfait accord avec [Pétain]. Ces conversations ont été ouvertes en mon nom [...] rendues possibles par *toute une série de décisions* que j'ai prises [...] *dont j'ai assumé tous les risques et dont je revendique toute la responsabilité*. [...] J'ai accepté [...] la mise en œuvre d'un vaste plan d'armement destiné à accroître le potentiel militaire de l'Allemagne [...]. La *portée politique* de ce geste est des plus graves. [...] Sur ce plan, *j'ai conscience d'avoir fait plus que quiconque en*

5 *Ibid.*, Compte-rendu, 19 février 1941.

6 Soucieux d'empêcher l'arrivée en France d'un lot de caoutchouc transporté par le cargo *Bangkok* qu'ils suivaient depuis l'Indochine, les Anglais tentèrent d'intercepter un convoi au large de Nemours, non loin d'Oran. Marquant un tournant dans l'histoire du blocus, la poursuite dégénéra en un incident naval tendu, à la suite duquel l'escadre de la *Royal Navy* renonça à sa mission.

7 Otto Abetz, *Pétain et les Allemands. Mémoire d'Abetz sur les rapports franco-allemands*, Paris, Gaucher, 1948, p. 98.

8 Les armes iront pour les deux tiers aux Allemands, pour un tiers à Vichy. Abetz promet d'assouplir la ligne de démarcation, réduire les frais d'occupation et libérer des prisonniers de guerre.

*faveur de la politique de collaboration. Je ferai plus encore à l'avenir. [...] Dans la période qui va s'ouvrir, la marine et l'armée d'Afrique seront appelées à avoir une action de premier plan*⁹...

Comment, face à ce projet des plus nets, souscrire aux réserves de ses biographes qui jugent « excessif de conclure que Darlan se lance à corps perdu dans la collaboration, comme l'avait fait Laval après Montoire »¹⁰. Excessif ? De l'avis de Darlan, pourtant, son action reste sans égale. De fait, il n'est *aucune négociation* montée par Laval et menant à la préparation de plans militaires qui approche, même de loin, celles du printemps. Soutenu par Pétain, qui déclare le 15 mai la collaboration nécessaire pour l'avenir du pays, c'est l'Empire que Darlan engage dans l'empoignade.

Les accords dits de Paris poursuivent la ligne initiée en Syrie. La guerre explique l'affaire. Aux déboires italiens en Libye, Hitler réplique en y dépêchant l'*Afrikakorps*. Vente de camions, cession d'essence, la collaboration s'étend en Tunisie au profit de la Libye¹¹. Ouvertes le 20 mai 1941, les négociations de Paris mènent à la signature de quatre protocoles les 27-28. Le premier confirme l'accord de Syrie. Selon le suivant, Vichy s'engage à décharger à Bizerte les renforts prévus pour l'*Afrikakorps*, à charge pour la flotte française de protéger le flux sur cargos français depuis Toulon. Formidable bouleversement stratégique, le protocole III prévoit la venue à Dakar d'unités navales et aériennes allemandes à partir du 15 juillet. Signé à part, le protocole IV, qu'on dira politique, subordonne la réalisation de l'ensemble au renforcement de la défense de l'Empire, et surtout à l'octroi par Berlin de concessions économiques et politiques à même de faire accepter par l'opinion française le retournement prévu – lire une guerre contre Londres.

148

L'ÉCHEC DE LA COLLABORATION D'ÉTAT

Ce renoncement à la neutralité, qu'il s'agit ou non de valider, suscite des débats tendus à Vichy (3-6 juin). Puis survient l'invasion de la Syrie par les forces anglo-gaullistes. Lourde défaite dépeinte comme le Mers el-Kébir de l'armée d'armistice, la guerre (8 juin-14 juillet) force Vichy à abandonner le Levant, ce qui complique l'affaire. Le 12 juillet, Darlan avise Abetz du refus

9 SHM, Papiers Darlan, 142 GG2 I. - Souligné par l'auteur.

10 H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Darlan, op. cit.*, p. 407.

11 Quelques centaines de véhicules sont achetés selon le contrat Dankworth signé à Alger le 18 mai : voir Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord, recours ou secours ? Septembre 1939-juin 1943*, thèse de doctorat, université Panthéon Sorbonne-Paris I, 1991, p. 305-343.

de lancer le protocole II tant que n'aura pas abouti la négociation politique pressentie. Et Hitler, qui a ordonné entre-temps l'assaut de l'URSS (22 juin), renonce au protocole III¹².

Au final, les clauses des protocoles n'ont été que partiellement réalisées¹³, Bizerte et Dakar restant hors de portée du Reich. Deux interprétations s'affrontent quant à cet avortement. Pour Eberhard Jäckel¹⁴ (1968) et Robert O. Paxton¹⁵ (1973), Vichy a relancé son effort collaborationniste qu'Hitler a rejeté. Mais Jean-Baptiste Duroselle (1982) oppose un refus français : Weygand aurait offert d'élever le prix du protocole politique pour amener Berlin à y renoncer. Exposée par Weygand dans ses *Mémoires*, la thèse fut suivie dans de nombreux travaux¹⁶, dont la biographie posthume de Darlan par Henri Michel¹⁷. Cette ligne fut enfin révisée au profit de celle du renoncement de l'amiral dans la dernière grande biographie qui lui a été consacrée par MM. Coutau-Bégarie et Huan (1989)¹⁸. Et à lire les derniers travaux sur le sujet, force est d'admettre que l'approche tient lieu de parole de vérité, telle que l'a confortée Philippe Masson, ancien directeur du Service historique de la Marine, qui évoquait deux ans plus tard le « revirement »¹⁹ de Darlan. Ainsi, en 2002, l'américain George Melton, dont la clémentine biographie n'apporte rien de neuf sous le soleil de Darlan. Expliquer le renoncement de notre homme à son œuvre étant malaisé, on a aussi souligné la zone d'ombre entourant Darlan, tel l'italien Vezio Vascotto dans un article intitulé « L'énigme Darlan »²⁰.

12 DFCAA, IV, p. 589-590. - L'échec des négociations est détaillé par Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, nouv. édition 1997, p. 157-163 ; voir aussi Chantal Metzger, *L'Empire colonial français dans la stratégie du III^e Reich (1936-1945)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2002, p. 282, 288-289.

13 Il s'agit des contrats Dankworth et nîmois, auxquels s'ajoutent les livraisons de combustibles.

14 Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe d'Hitler*, Paris, Fayard, 1968, p. 238-239 et 244-245.

15 R. Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit.*, p. 161-165 ; *id.*, « La collaboration d'État » dans Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, t. I, *De la défaite à Vichy*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 367-375.

16 Maxime Weygand, *Mémoires. Rappelé au service*, Paris, Flammarion, 1950, p. 418-441 ; Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 288. Cette interprétation a été reprise dans des biographies (Jean-Paul Cointet, *Pierre Laval*, Paris, Fayard, 1993, p. 350), des essais (Michèle Cointet, *Pétain et les Français 1940-1951*, Paris, Perrin, 2002, p. 223), et des études centrées sur l'Empire, telles celles de C. Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord, recours ou secours ?*, *op. cit.*, p. 319, et C. Metzger, *L'Empire colonial français dans la stratégie du III^e Reich*, *op. cit.*, p. 395-396. D'autres auteurs, tel Yves Durand dans *La France dans la seconde guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 55-56, ont suivi E. Jäckel et R. Paxton.

17 Henri Michel, *François Darlan*, Paris, Hachette, 1993, p. 213-214.

18 H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Darlan*, *op. cit.*, p. 419-420.

19 Philippe Masson, *La Marine française et la guerre, 1939-1945*, Paris, Tallandier, 1991, p. 307.

20 Vezio Vascotto, « L'énigme Darlan », *Rivista Marittima*, février 2002, p. 73.

Cette « parole de vérité » souffrant à mes yeux de grosses contradictions, je tâcherai de montrer que Weygand n'a pas « triomphé des protocoles » (J.-B. Duroselle), mais a chuté du fait de l'élan des négociations nourries par Darlan. Ce dernier n'a pas « reculé » (H. Michel), il n'y a pas eu de « revirement » (P. Masson), pas plus que l'homme n'a « renoncé en son for intérieur » (H. Coutau-Bégarie & C. Huan), multipliant à l'inverse les ouvertures jusqu'en 1942. Darlan a-t-il du moins fait « traîner les choses en longueur »²¹ (G. Melton) ? C'est tout le contraire : l'amiral se plaint du matin au soir de l'attente forcée à laquelle le condamne Hitler. Y a-t-il enfin une énigme Darlan, ce « prince de l'ambiguïté » décrit par François-Emmanuel Brézet²² ? L'homme nous apparaît à l'inverse très lisible.

150

La pierre de touche du propos est l'élan de collaboration relancé pour certains mais stoppé pour d'autres. Au coup d'arrêt du 12 juillet 1941, nourrissait-on à Vichy l'espoir de la mise en route ou celui du capotage des protocoles ? Un échec laissant toujours des traces, un argument infirmant la volonté de mettre fin à la politique de Darlan tient, dans cette hypothèse, du simple fait de son maintien au pouvoir. Si, pressé par Weygand, Pétain avait finalement imposé son veto, comment imaginer Darlan poursuivre une diplomatie quelconque ? Or l'homme souffle sur les braises du foyer de Paris avec, par exemple, les transports navals dits « Delta-Gamma » opérés en 1942 dans l'esprit du protocole II. Mais que répondre à qui prétendrait que Darlan lâchait du lest pour le bien du pays ? Creusons ce procès d'intention.

L'OFFRE DE JUILLET

Le refus du 12 juillet, insistons-y, est conditionnel. Darlan y avait d'ailleurs préparé Abetz le 8 :

Pour dissiper tout malentendu, je tiens à vous préciser que la position politique du gouvernement n'est *nullement modifiée*. Si j'insiste sur la nécessité d'une large conversation politique, c'est parce que j'estime qu'elle est indispensable pour permettre au gouvernement français d'aller *plus avant* dans la voie qu'il s'est tracée²³.

Suit ainsi l'offre transmise à Abetz le 14 juillet. Rappelant l'interdépendance entre les protocoles militaires et le protocole politique, la note souligne la perte du Levant et la menace anglaise sur l'Empire, cela sans qu'il soit admis que la

²¹ George Melton, *Darlan*, Paris, Pygmalion, 2002, p. 147.

²² François-Emmanuel Brézet, « Raeder et Darlan, une coopération impossible », *Chronique d'histoire maritime*, 49, 2002, p. 86-87.

²³ Souligné par l'auteur. *Lettres et notes de l'amiral Darlan*, présentées par H. Coutau-Bégarie & C. Huan, Paris, Economica, 1992, p. 365.

lutte avec l'ennemi de Berlin modifie de façon essentielle la relation franco-allemande. La demande d'entretien est réitérée dans l'espoir d'exécuter sans délai les protocoles²⁴, ce qui entraînera une guerre généralisée contre Londres, voire Washington. L'effort pressenti apparaissant inenvisageable dans la situation d'alors, Vichy appelle à voir renaître « la souveraineté de l'État français et une loyale coopération avec l'Axe »²⁵. Présente huit mois durant dans les notes de Darlan, cette main tendue ne marque-t-elle pas l'offre la plus ambitieuse²⁶ faite à Berlin ? Était-on alors sincère à Vichy ? Voyons ce qu'en pensait Darlan. C'est par hasard que les notes de ce dernier ont émergé. Appelé au chevet de son fils mourant, il arrive à Alger à la veille du débarquement allié en une coïncidence de l'Histoire. Assassiné peu après, il n'a pu détruire ces lignes qui découvrent ses réflexions intimes. De l'enthousiasme qui le portait en mai 1941, que reste-t-il en juillet ?

Fidèle au poste, donc, Darlan se plaint le 21 juillet du manque de confiance de Pétain à son égard alors qu'il reste en charge de la lourde tâche de continuer la ligne de Montoire²⁷. La semaine suivante, affairé à trouver les moyens de relancer le dialogue avec Berlin, il évoque sa démission, faute d'imposer sa volonté à Weygand qu'il juge infidèle au gouvernement. Puis, frustré par l'accueil fait à l'offre du 14 juillet, il s'en prend à Hitler dont la politique n'est « pas très cohérente »²⁸. L'écueil, écrit-il, tient dans la profonde modification à apporter aux relations avec l'Axe, ce qu'il juge logique puisque Berlin s'efforce de remettre la France en guerre. Or Hitler se refuse à cette évolution. Ici, ce ne sont plus un saboteur nommé Weygand ou une girouette du nom de Pétain qui sont en ligne de mire, mais Hitler.

Mais Darlan ne renonce pas. En août, c'est la continuité de la politique française que l'amiral Michelier souligne à Wiesbaden²⁹. En octobre, le rapprochement³⁰ reste impossible tant que Weygand « obstacle insurmontable au déclenchement d'une politique constructive » gardera son poste³¹. Weygand, on le sait, sera remercié le mois suivant. Plus tard encore, les États-Unis venant d'entrer en guerre, Darlan note :

La tactique de Berlin est la même depuis août. La France doit remplir ses engagements militaires sans attendre que soient connues les contreparties politiques. Elle a signé le Protocole, elle doit l'appliquer. Nous soutenons la

²⁴ *Ibid.*, p. 375.

²⁵ *Ibid.*, p. 372-377. - Souligné par l'auteur.

²⁶ R. Paxton, *La France de Vichy*, op. cit., p. 162-164.

²⁷ SHM, Papiers Darlan, 142 GG2 VII.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ DFCAA, V, p. 53-56.

³⁰ SHM, Papiers Darlan, 142 GG2 VIII.

³¹ SHM, Fonds Auphan, 126 GG2, « Note sur la situation politique », 5 octobre 1941.

thèse de l'interdépendance du politique et du militaire. *L'affaire en est là* le 17 décembre 1941³².

Mais si Darlan s'exprime au présent, prouvant qu'il juge « l'affaire » toujours en cours, il se durcit six semaines plus tard :

En juillet 1940, la politique de rapprochement aurait rallié la grande majorité des Français. En février 1942 [...] cette majorité est devenue minorité. *Depuis quatorze mois, je demande* [à Berlin] de prendre une attitude telle que la population puisse se rallier de nouveau à cette politique [...]. *Rien n'a été fait.* [...] Si l'Allemagne [...] désire sincèrement le rapprochement, il lui appartient [...] de le favoriser. Si [elle n'en] veut pas, elle n'a qu'à le dire et se comporter en *vainqueur inintelligent*. [Elle] manquera le rapprochement franco-allemand et "perdra la paix". À elle de décider³³.

152

Et l'aveu d'impuissance se répète : « Des conversations politiques prévues pour juillet 1941 ont été reconsidérées, ajournées. En février 1942 nous les attendons toujours. [...] *La parole est au vainqueur* ».

Enfin, à la veille du retour de Laval, que fait le gouvernement français ? Il « attend que le gouvernement allemand décide de cesser d'attendre »³⁴. L'offre du 14 juillet était-elle sincère ? Il n'est qu'une réponse : on a jusqu'en 1942 *espéré* à Vichy que Berlin accepterait au moins d'en discuter. Mais il n'en fut rien. À qui la faute ? À un *vainqueur inintelligent* aveuglé par une « méfiance excessive et injustifiée ».

LE JUSTE PRIX

La collaboration fut-elle une offre de Vichy rejetée au final à Berlin³⁵ ? Darlan lui-même confirme cette représentation, parfois qualifiée de « révolution paxtonienne »³⁶. Le point initial porte sur *l'existence* d'un projet mettant en jeu la double responsabilité de Pétain et de Darlan, projet dont le but est de rétablir entre la France et l'Axe un cadre de relations aussi proche que possible de la paix.

³² SHM, Papiers Darlan, 142 GG2 VIII.- Souligné par l'auteur.

³³ SHM, Fonds Auphan, 126 GG2 III. - Souligné par l'auteur. La phrase « À elle de décider » est soulignée dans le texte ; Cf. *Lettres et notes...*, *op. cit.*, p. 472.

³⁴ SHM, Papiers Darlan 142 GG2 II. - *Ibid.*, p. 475, 483, 491.

³⁵ R. Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit.*, p. 91.

³⁶ Sarah Fishman *et al.* (dir.), *La France sous Vichy. Autour de Robert O. Paxton*, Bruxelles, Complexe, 2004 ; Cf. aussi Thomas Wieder, « Rétrolecture 23/36 – 1973 : 'La France de Vichy' de Robert O. Paxton », *Le Monde*, 9 août 2008.

Suit la question de la *préméditation*. Par ce qu'il rapporte de son entretien avec Hitler, Darlan convainc le Conseil des ministres de s'engager plus avant pour le bien du pays. Ce virage est assumé dès l'accord de Syrie³⁷, de même que Darlan a peu à peu admis le risque d'une guerre franco-anglaise, jugé moindre que celui de l'attentisme. La collaboration, écrit Henri Michel, tient pour Darlan du « *mariage de raison*³⁸ » ; et de fait notre homme évoquait le 2 juin une « espèce d'entente raisonnée [...] où l'amour n'a pas sa place ». Un mariage de raison ? Soit, mais le succès d'une entreprise de raison repose sur l'équilibre. Or, dès avant les discussions de Paris, Darlan s'inquiétait des promesses d'Abetz :

À la suite des négociations de ces dernières semaines et de l'entrevue [avec Hitler], j'avais cru pouvoir conclure [...] que des mesures tangibles seraient prises du côté allemand pour faire comprendre l'orientation politique nouvelle au peuple français. [...] J'ai ordonné sans hésiter sur de simples promesses des mesures montrant que *je m'engageais nettement plus en avant* et en toute confiance. Je savais que les mesures ordonnées pouvaient avoir de graves répercussions [mais] *on ne m'offre pratiquement rien*. [...]

Si les promesses qui m'ont été faites ne sont pas tenues, je me considérerais comme ayant trompé le Maréchal, le gouvernement, le peuple ; je conclurais que mes interlocuteurs *n'ont pas eu confiance en moi ou ont voulu abuser de ma confiance* [et] je me retirerais en disant pourquoi³⁹.

Berlin a-t-il foi dans le projet français comme s'en inquiète Darlan auprès d'Abetz le 27 mai⁴⁰ ? Aux protocoles militaires qui engagent l'Empire est joint *in extremis* le protocole politique. L'accord sera-t-il validé à Vichy ? Aux adeptes des thèses de l'opposition⁴¹ de Weygand, ou du renoncement de Darlan, nous tendons celle du mariage de raison dont les protocoles tiennent lieu de dot. Le prix augmente avec la défaite de Syrie qui agite le spectre d'autres pertes à venir, mais si cette étape est ici et là portée au crédit de Weygand, c'est sans l'aide de ce dernier ou de qui que ce soit d'autre que Darlan lui-même déclare le 27 mai que la France est amenée à devenir l'associée du Reich⁴². Et les échanges houleux des 3-6 juin ne l'écartent pas du pouvoir. Loin de démissionner, Darlan n'abandonne pas, à preuve les offres d'alliance répétées postérieures à la séquence « refus du 12 juillet, note du 14 ». Et comment Darlan pourrait-il renoncer fin

37 *Lettres et notes...*, *op. cit.*, p. 269.

38 H. Michel, *François Darlan*, *op. cit.*, p. 188 ; *Lettres et notes...*, *op. cit.*, p. 348-349.

39 Souligné par l'auteur. - Lettre du 18 mai pour communication à Abetz, *ibid.*, p. 332.

40 *Ibid.*, p. 338.

41 H. Michel, *François Darlan*, *op. cit.*, p. 213-214.

42 DFCAA, IV, p. 463.

mai, puis se décrire en charge de poursuivre la collaboration, harceler Pétain de demandes de renvoi de Weygand pour relancer Berlin, etc. ?

Il se dessine à l'inverse que Darlan a multiplié les efforts pour *donner sens* à l'entretien du Berghof mais, insistons-y, *pas à n'importe quel prix*. À rebours des analyses précédentes, la thèse du mariage de raison toujours espéré – l'offre de collaboration renouvelée, mais au juste prix – possède le triple mérite de rendre compte de la continuité des avances de Vichy, d'épouser de façon très convaincante ces archives exceptionnelles que constituent les notes de Darlan, et de rendre lisible l'attitude de ce dernier.

UN SURSAUT PROVIDENTIEL

154

Certes, son passé n'a pas préparé Darlan à élaborer une alliance. Impressionné par la force nazie, marqué au fer rouge par Mers el-Kébir, l'homme se convainc que le salut passera par l'entente avec Berlin. Montoire a rendu la collaboration légitime à ses yeux, et l'entrevue de Beauvais, la langue commune avec Abetz, tout cet ensemble culmine lors de son second entretien avec Hitler. Si Darlan a déjà beaucoup donné au 11 mai, il est dans l'attente des contreparties promises par Abetz, et disposé à offrir plus encore car l'ouverture du Levant au Reich, croit-il, nouera les fiançailles franco-allemandes. Mais l'engagement étant d'extrême importance, c'est avec bon sens qu'il prend soin de reformuler le propos d'Hitler, qu'on résumera en « donnant-donnant »⁴³.

C'est notre profonde conviction, nourrie par ses notes, que Darlan a cru à ce schéma de collaboration qu'il appelait de ses vœux. De retour à Vichy, il est renforcé de son point de vue car Hitler a validé le principe de contreparties. Mais, huit jours plus tard, il attend toujours et envisage avoir été délibérément trompé. C'est en cette semaine où nulle concession de valeur ne vient compenser l'accord de Syrie qu'il commence à douter. Que veut vraiment Hitler ? Le rapprochement ou la ruine de la France⁴⁴ ? À la veille de la séquence « refus du 12 juillet, offre du 14 », résumant un entretien avec un Abetz désireux de lancer le protocole de Bizerte en remettant à plus tard l'entretien politique : « Je m'y *refuse absolument*. [...] Abetz essaie de me faire céder. Je ne mollis pas ». Le 8 août, lit-on encore : « Nous restons sur nos positions »⁴⁵. Mais, s'il se reprend, Darlan n'abandonne pas l'affaire. Et celui qui jugerait qu'il y a renoncé en conscience⁴⁶, doit affronter la double incohérence d'un homme qui piétinerait

43 *Ibid.*, p. 407. L'expression revient dans sa note sur l'entrevue : *Lettres et notes...*, *op. cit.*, p. 322-324.

44 *Ibid.*, p. 477.

45 Souligné par l'auteur. - *Ibid.*, p. 271-272, 351-355, 368-370.

46 H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Darlan*, *op. cit.*, p. 419 ; *Lettres et notes...*, *op. cit.*, p. 365.

de bon gré son œuvre pour s'atteler sans attendre à la reconstruire dans le même but. Certes peu gratifiant pour le narcissisme national en regard du torpillage de Weygand ou du revirement de Darlan, il n'est que d'accepter ce qui émerge comme le seul cadre vraisemblable, à savoir la volonté persistante d'accoucher de Montoire, mais à un prix hissé à la hauteur du risque encouru. L'homme a été abusé une fois, et on ne l'y reprendra pas : « [...] les protocoles militaires et politiques de Paris forment un tout et *rien* ne me fera changer de position. Ma résolution est d'autant plus ferme que jamais les engagements qui avaient été pris à mon égard n'ont été entièrement tenus »⁴⁷.

Enrichissant la chronologie de la collaboration, deux périodes séparées par le sursaut, en une sorte de « réveil » de l'amiral, marquent l'ère Darlan. De sa venue au pouvoir jusqu'à la visite au Berghof, la collaboration file toutes voiles dehors. Puis l'homme fait ses comptes mais ne s'y retrouve pas, et les journées précédant les tractations de Paris annoncent la seconde phase, celle d'une collaboration désormais sous contrôle. Ce raidissement marque une rupture car si le Levant a été perdu, on comprend à Vichy – Darlan le premier, sans doute, par-delà l'opposition de Weygand – qu'il s'agit de ne pas brader de même Bizerte ou Dakar. Ce durcissement ne saurait toutefois masquer la continuité⁴⁸ d'une collaboration relancée, mais à un certain prix. Cruciale pour l'interprétation finale, la question est de savoir si ce prix était juste.

MIRAGE DE LA COLLABORATION

Il reste à peser la part de responsabilité portée par Vichy dans le refus allemand. Sincère, l'offre du 14 juillet était-elle aussi réaliste ? Pour Darlan, les dangers auxquels s'expose le pays justifient le retour à une situation quasi normale, ce qui signifie l'annulation de la victoire du point de vue de Berlin. Alors l'offre était-elle inacceptable⁴⁹ comme l'écrivent les biographes de l'amiral ? De fait, ce n'est pas l'avis d'Abetz qui partage les vues de Darlan dont il prévoit la démission⁵⁰. Entre la Syrie perdue et les contreparties accordées après de longues résistances, note Abetz, « Darlan craint que même *les plus grands sacrifices* consentis dans

47 Souligné dans le texte. - Note, 9 février 1942. - *Ibid.*, p. 473.

48 *Ibid.*, p. 389-390.

49 *Ibid.*, p. 353-355. H. Michel, *François Darlan, op. cit.*, p. 213-214. H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Darlan, op. cit.*, p. 437.

50 Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la collaboration*, Paris, Fayard, 2001, p. 336-338 et 341-342.

une guerre [avec Londres] *ne changeraient pas radicalement* les relations franco-allemandes »⁵¹.

Capital pour le propos, ce jugement mène à creuser le postulat selon lequel les exigences de Vichy étaient exorbitantes. Certes rien n'est oublié : Vichy pose la souveraineté française en zone occupée, la libération progressive des prisonniers, le réarmement, la suppression des frais d'occupation, etc. Il semble à première vue illogique du point de vue d'Hitler de renoncer aux gains acquis par les armes. Pourtant, Berlin ne brûlerait pas les fruits de sa victoire, mais les *échangerait* contre d'autres avantages nés de l'alliance, et pour commencer l'usage crucial de Dakar pour la bataille de l'Atlantique. Et prolongeons l'aveu d'Abetz : peut-on imaginer une *offre française quelconque* qui mènerait Hitler à accepter un véritable partenariat franco-allemand ? Non, répond Abetz.

156

Or qu'offrir de plus ? La guerre contre Londres ou Washington représentant un danger extrême, Vichy paye déjà très cher la paix avec l'Axe proposée en retour, et le principe de donnant-donnant suppose que Berlin élève de même la valeur des concessions. Il semble donc équitable de considérer qu'il était aussi difficile pour Vichy d'envisager la guerre contre l'Angleterre qu'il était pénible à Hitler de s'allier à l'ennemi de 14-18. Où se situe la démesure⁵², sinon du côté d'un vainqueur impitoyable dont la conduite de la guerre en Irak, Libye et dans l'Atlantique pousse la France à la catastrophe au moindre coût ? La collaboration ne fut que la loi du plus fort exprimée avec calcul.

L'offre du 14 juillet était-elle inacceptable ? Pour l'affirmer, la logique impose d'imaginer en miroir une offre *acceptable*. Mais on n'en trouve pas, témoigne Abetz, puisque même les plus grands sacrifices consentis par Vichy ne transformeraient pas les relations franco-allemandes. D'accord avec Abetz et Darlan, donc, *aucune* offre n'aurait séduit Hitler. D'amour ou de raison, il ne fut sans doute *jamais* question de mariage au Berghof. Il n'est qu'un verdict : c'est avec constance que la main a été tendue, ce qui prouve que Vichy aurait suivi si Berlin avait marché. Quant aux exigences posées pour asseoir l'alliance envisagée avec l'Axe, l'impression finale est qu'elles étaient non pas excessives, mais équilibrées, puisqu'alignées sur le donnant-donnant d'Hitler.

Plus qu'une collaboration manquée⁵³, c'est d'un mirage que témoigne le rapprochement franco-allemand. Et ce leurre s'inscrit en parfaite continuité du projet d'Hitler qui, à l'été 1940, a donné pour instruction à Abetz de favoriser

51 Souligné par l'auteur. - O. Abetz, *Pétain et les Allemands. Mémoire d'Abetz sur les rapports franco-allemands*, op. cit., p. 109-110.

52 C'est à l'inverse les choix d'Hitler que Darlan jugera illogiques : *Lettres et notes...*, op. cit., p. 354, 453.

53 B. Lambauer, *Otto Abetz et les Français*, op. cit., p. 303.

l'élaboration d'un traité de paix où Paris accepterait une forte réduction de sa puissance militaire. Il s'agirait de fixer une part des hommes politiques dans « *l'espoir ou l'illusion* »⁵⁴ d'une possible entente future pour prévenir la formation d'un front uni contre le Reich. L'amiral Auphan, bras droit de Darlan, l'a bien compris, jugeant que Hitler « ne veut pas de la collaboration qu'il conçoit comme un moyen commode d'*extorquer* quelque chose de plus » chaque jour au pays selon une politique « à sens unique »⁵⁵. Et à l'été 1942, formidable aveu, Auphan pèse qu'a été fait pour l'Allemagne « *tout* » ce qu'un gouvernement français pouvait faire « *tout en restant encore français* »⁵⁶. Et pour quel résultat ? Hitler ne donne rien en échange et se durcit toujours plus. Bref, un marché de dupes.

Comme tout mirage, celui d'Hitler aveugle. Ainsi, pour Robert Aron, auteur d'une première synthèse sur Vichy, la collaboration fut pour Darlan « ... un *moindre mal*, un marché inévitable, le moyen d'*éviter le pire* »⁵⁷, selon un jugement auquel MM. Coutau-Bégarie et Huan préconisent de se rallier. Nous ne pouvons que repousser totalement ce jugement. Militairement écrasée un an plus tôt, démobilisée, agressée par son frère d'armes, sévèrement défaite au Levant au cours d'une guerre franco-anglaise ramenant ces pays au temps de Waterloo, que souhaiter de pire à la France de 1941 qu'un conflit généralisé avec l'Angleterre ou les États-Unis, piétinant le passé commun de ces démocraties⁵⁸ ? Durant l'ère Darlan, le pays a piaffé au bord du précipice.

DARLAN, « CHAMPION DE LA COLLABORATION »

François Darlan, comme le décrit Henri Michel, fut bel et bien « le champion de la collaboration »⁵⁹. L'image est accablante, et sans doute certains esprits sceptiques regimberont-ils. On soulignera donc l'avalanche d'archives et de jugements pointant dans la même direction, c'est-à-dire l'offre d'une collaboration-alliance équilibrée annulant le régime d'armistice. Ainsi, c'est sans la moindre ambiguïté que la thèse du mariage de raison, espéré à Vichy et rejeté à Berlin, est confirmée par les ordres du Führer, les archives de la marine

54 *Ibid.*, p. 175-179.

55 SHM, Fonds Auphan, 126 GG2 II et IV : « À propos des Protocoles du 28 mai 1941 » et « Note sur la situation politique », 1^{er} juin 1942.

56 Souligné par l'auteur. - Note, 26 août 1942, *ibid.*

57 Souligné par l'auteur. - Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954, p. 433, cité dans H. Coutau-Bégarie et C. Huan, *Darlan, op. cit.*, p. 408.

58 Adrienne D. Hytier, *Two Years of French Foreign Policy : Vichy 1940-1942*, Genève, Droz, 1958, p. 358-360.

59 H. Michel, *François Darlan, op. cit.*, p. 171.

et de la diplomatie du Reich⁶⁰. Instruite de part et d'autre du Rhin, l'affaire met en évidence le « grand dessein » formé par l'amiral de la flotte. Tel un mirage, ce formidable projet de collaboration d'État négocié au plus haut niveau se dissipa progressivement, puis disparut définitivement en novembre 1942, emporté par le débarquement allié en Afrique du Nord.

60 La partie « allemande » de cette démonstration est détaillée dans B. Costagliola, *La Marine de Vichy*, *op. cit.*, p. 285-299.